

BAC

SNCA e.i.L Convergence

e. comme Efficacité
i. comme Indépendance
L. comme Laïcité

TRIMESTRIEL
Prix : 1 €uro

BULLETIN DES AGREGES ET DES CERTIFIES N° 49

Juil. Août, Sept. 2013

Bulletin des Agrégés et Certifiés de

l'Education Nationale

SNCA
Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris

06 84 57 20 75 & 01 53 94 07 53

FR41@wanadoo.fr

gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

SOMMAIRE du seul BAC authentique

Sommaire

Edito : Refondation
ou déstabilisation ? PP 1 & 2
Une année de paritarisme
PP 2 à 5
Commission Ouvrière TOS P 5
Carnet mondain P 5
Notes de lecture de ... P 6
Pouvoir d'achat : une politique
malthusienne P 7
Le petit bout de la
lorgnette PP 7 & 8

BAC n° 49

Juil. Août, Sept. 2013

TRIMESTRIEL

Directrice de la Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISSN : en instance

CONCEPTION &
REALISATION

au siège

5, rue Clisson 75013 PARIS

Notre ami et secrétaire national en charge de la Commission Ouvrière des Personnels de Direction, Pierre COURANJOU, quitte son dernier poste de proviseur du lycée Louis-Davier de JOIGNY (89) pour jouir d'une retraite bien méritée. La direction du SNCA e.i.L. Convergence lui adresse ses sincères remerciements pour le travail qu'il a effectué avec elle pendant de longues années. Elle espère qu'il l'éclairera encore longtemps de ses conseils avisés et l'assure de son affection confraternelle.

EDITO

Refondation ou déstabilisation ?

La rentrée 2013-2014 est une rentrée socialiste à part entière, à la différence de la précédente. Entre temps, est passé le « débat » sur la refondation de l'Ecole de la République, devenu, en cours de route, une « concertation » pour, *in fine*, déboucher sur une « innovation pédagogique » ...

Où est l'innovation ? Des postes créés qui n'ont désengorgé que quelques établissements ; des auxiliaires de vie scolaire titularisés ; la formation des enseignants débutants remise en place dans l'improvisation : voilà l'actif.

Mais le passif reste lourd : des classes supprimées, d'autres surchargées, la cacophonie de la semaine de 9 demi journées dans le primaire qui ne donne pas plus d'école à ceux qui en ont le plus besoin tout en permettant à des pratiques peu laïques et très inégalitaires l'accès à l'école sous prétexte d'activités périscolaires intégrées ... Histoire, aussi, de refourguer quelques « emplois d'avenir » à ce qu'il reste du service public d'Education. Quant à la lutte contre le décrochage scolaire, tout est dit et rien n'est fait !

Certes, pour compenser sans doute, il y a la fameuse **Charte de la Laïcité** apposée dans tous les établissements.

Fervent admirateur de Ferdinand BUISSON et de son œuvre*, Vincent PEILLON, dans sa **Charte**, s'il vise avec justesse la vertu première de la Laïcité qui est de faire vivre en paix la société en fondant et respectant les droits individuels des personnes qui la constituent, risque d'aboutir à la situation inverse par les anachronismes qu'il commet. En effet, il y a plus d'un siècle, quand fut votée la **Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat**, fortement inspirée par BUISSON, la grande affaire était d'apaiser une société qui, depuis que les Républicains avaient pris en main les institutions de la République, opposait aux tenants de l'Ecole publique, les tenants de celle sous contrôle religieux, essentiellement catholique. Là était

le groupe de pression formidable qui contestait le droit d'exister à l'Ecole laïque !

Que les églises de diverses religions aient gardé dans la société d'aujourd'hui une forte emprise, qui le nierait ? Encore que, de toujours référencer les gens par rapport à leurs prétendues croyances contribue sans doute à faire prendre l'arbre pour la forêt, ou le doigt qui la montre pour la lune !

Or les groupes de pression qui menacent la Laïcité de l'Ecole ne sont pas tous religieux, philosophiques et politiques ; la puissance des intérêts économiques est telle que, semble-t-il, elle aveugle la plupart des responsables politiques – ou irresponsables ...- et les manipule sans vergogne.

L'idéologie libérale, dans sa dimension économique, c'est-à-dire capitaliste, n'a-t-elle pas envahi l'institution scolaire avec son « management », ses « directions des ressources humaines », sa manie bureaucratique des « flux » et des « statistiques », voire ses « projets », ses « contrats d'objectifs » ... jusqu'aux contractuels et autres auxiliaires ravalés au rang de « monnaie » : nouveau concept de la gestion ministérielle ? Quant à l'enseignement professionnel, déjà bien compromis, voyez tous ces concepts mal dominés, mal définis, brandis comme des slogans plutôt qu'analysés dans leur réalité (« apprentissage », « bassin d'emploi », par exemple, ou l'ambiguïté juteuse de « formation professionnelle » ...) qui en font une proie pour les profiteurs de la territorialisation et livre son avenir aux contempteurs du service public.

Il est tout à fait légitime que l'Ecole entretienne des partenariats avec des entités économiques ; si, selon le SNCA e.i.L. Convergence, elle doit être un sanctuaire, cela ne signifie pas qu'elle doive être convertie en blockhaus. Trop souvent, cependant, **l'entité économique prend le pas sur l'exercice pédagogique**. N'entend-on pas, ici ou là, dire que c'est celui qui paie qui commande ? Voyez TOTAL qui échappe quasiment à l'impôt et fait des largesses (très en dessous de ce que l'entreprise devrait acquitter si les revenus du capital étaient imposés au niveau des revenus du travail) en arrosant certains internats d'excellence pour blanchir sa réputation et se faire de la pub !

Que TOTAL, ou tout autre boîte, donne de l'argent, beaucoup d'argent à l'Ecole – par le biais de l'impôt serait le plus souhaitable – pourquoi pas ? Mais pas en s'immisçant plus ou moins subrepticement dans la mission éducative que la République a donné à son Ecole.

La Laïcité, contrairement à ce qui est ressassé par les uns et les autres, n'est pas neutre. Etant d'essence démocratique, elle ne peut être neutre car elle est toujours la **garantie du droit du Peuple** et de ses enfants.

En conséquence, elle doit, en toutes circonstances, dominer les prétentions de tout groupe de pression qui voudrait amoindrir ce droit ou l'abolir.

**Agrégé de philosophie comme Vincent PEILLON, Ferdinand BUISSON (1841-1932), homme politique et pédagogue, fut un des co-fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, président de la Ligue de l'Enseignement et reçut en 1927 le prix Nobel de la Paix. D'origine protestante, il a été le champion de la Laïcité (c'est lui qui a créé ce mot) émancipatrice parce que fondée en raison.*

Une année de paritarisme ou $1 + 1 = 2$ *

Lors des élections professionnelles de 2011, l'oukase du SNETAA-FO prononcé contre le dépôt des listes d'Action et Démocratie de NICE a conduit nos camarades A&D à demander au SNCA e.i.L. Convergence son appui pour pouvoir présenter tout de même ses listes au suffrage des électeurs.** C'est ainsi que la liste élaborée par A&D et cautionnée par le SNCA e.i.L. Convergence à la CAPA PLP de NICE a eu deux élus (un titulaire et un suppléant). Le texte qui suit se veut un bilan de cette première année de paritarisme* sous les couleurs du SNCA e.i.L. Convergence.

De ce bilan se dégage une série de constats : le syndicalisme administratif, celui de la cogestion, voire de l'accompagnement, se pratique sans vergogne ; les élus des personnels qui font sérieusement leur travail sont rares et rencontrent autant d'obstacles dressés par l'institution que par le syndicalisme administratif ; l'encadrement institutionnel est souvent défaillant et parfois même irresponsable ; en dépit de quoi les élus, attachés à la dimension démocratique du paritarisme, à l'écoute du terrain et ne ménageant pas leur temps réussissent à faire triompher le plus souvent la prise en compte de l'intérêt des personnels.

Le secrétariat national du SNCA e.i.L. Convergence remercie chaleureusement Pierrette PELLEGRINI, Grégoire CIRILLO et Michel BARTHELOT pour leur dévouement et les succès qu'ils ont remportés pour les personnels.

L'alliance SNCA e.i.L. Convergence et AD nous a permis de continuer plus aisément nos actions syndicales, dès 2011-2012.

Notre partenariat dans l'académie de NICE démontre l'efficacité de nos interventions au sein des instances paritaires.

Nous restons vigilants sur les actions à mener sachant que d'autres syndicats ont passé des **accords** afin de nous empêcher d'être représentés dans certaines instances (à la commission de réforme, par exemple, où il semble que ceux qui sont « mandatés » ne sont que très rarement présents aux dépens des collègues en situation difficile ...)

Nous regrettons que certains syndicats « jouent » au prosélytisme ou à l'obstruction systématique au détriment de solutions bénéfiques pour les collègues. Nous l'avons constaté pour les mutations quand certains freinaient l'amélioration des conditions de travail des collègues.

Exemple : lors des chaînes au moment des mutations, notre solution apportait l'évitement d'une carte scolaire, favorisait un rapprochement de conjoint et une mutation supplémentaire. Pourtant, un syndicat a demandé une interruption de séance pour « réfléchir » et a osé dire que nous œuvrions afin de gagner des adhésions !

Action et Démocratie et le SNCA e.i.L. Convergence sont reconnus par les instances administratives avec lesquelles nous avons un dialogue ouvert, une communication positive dans l'aide que nous apportons à tout le personnel qui nous sollicite. Notre devoir et notre mandat sont de représenter l'ensemble des personnels de l'EN, avec évidemment une attention particulière pour nos adhérents, contrairement à certains représentants d'autres syndicats qui ne privilégient que leurs adhérents. Nous sommes intervenus pour en défendre certains qui avaient été spoliés par leurs propres représentants syndicaux ! Ils se reconnaîtront.

Nos interventions actives ont abouti à des situations positives dans divers domaines (cas médicaux et sociaux, contractuels, notation et avancement, gestion de carrière, mutation inter et intra).

Un gros souci : la mise en place des CAPA de promotions HC et du mouvement intra le même jour. Notre tâche a été rendue d'autant plus difficile qu'il a fallu préparer ces deux CAPA en même temps et que nous, représentants élus des personnels, avons très peu de décharges.

La mise en place par les services institutionnels de communiquer aux collègues des informations sur leur téléphone portable rend notre mission plus difficile. Fait incompréhensible lorsque l'on sait la difficulté à joindre les services du Rectorat par téléphone et surtout le surcroît de travail donné aux personnels des services rectoraux !

Sans doute est-ce là un dispositif pour tenter de court-circuiter le paritarisme démocratique ...

Sachant que la dernière réunion s'est déroulée cette année le 19 juillet, avec reprise le 27 août 2013, nous avons toujours été présents lors des GT et CAPA (ce qui n'est pas le cas du syndicat se targuant d'avoir obtenu 3 sièges aux élections professionnelles et qui se retrouve rarement au complet).

Les faux semblants : tout le monde parle de la réussite de l'élève avec l'outil « aide personnalisée » ; or, dans le cadre de l'autonomie de l'établissement et le niveau des moyens alloués, nous, représentants du personnel n'avons aucune transparence. Les informations distillées sont floues et personne n'en prend la responsabilité. **L'autonomie des établissements est la meilleure façon de mettre en place n'importe quoi, n'importe comment, sans en assumer la « paternité »,** en se retranchant derrière tous les prétextes possibles. On rejette systématiquement sur les autres instances les responsabilités.

Que sera-ce avec la troisième étape de décentralisation ?

Les chefs d'établissement et les IEN, se prévalant de la lettre de mission du Recteur d'académie, se permettent d'imposer des taux de réussite aux examens ou d'obliger des collègues à remonter des notes pour des candidats non méritants afin de satisfaire les fameuses grilles de statistiques.

La lettre de mission faisant des chefs d'établissements des féaux du ministre est-elle bien démocratique ? Une institution scolaire cramponnée aux flux imposés par les statistiques est-elle encore républicaine ?

Rares sont les chefs d'établissement qui prennent en compte les remarques et les propositions des représentants élus des personnels. Ils ont à leur service un volant d'HSE qu'ils distribuent selon leur gré afin « d'essayer d'attendrir » des élus sur des listes dites indépendantes mais très souvent inféodées à ces mêmes chefs d'établissement qui peuvent ainsi faire la pluie ou le beau temps dans certains domaines d'enseignement.

Cette politique regrettable est très préjudiciable à l'avenir des jeunes qui nous sont confiés et pour lesquels nous avons le plus grand respect. Notre souci majeur est en effet de répondre à leurs besoins de formation et à l'attente des parents de pouvoir assurer un avenir professionnel à leurs enfants. **Ce n'est pas en usant d'artifices ou en dissimulant les lacunes des apprenants que l'on pourra leur permettre de prendre une part active dans notre société.** Les jeunes ne sont pas dupes de la valeur de leur formation, ils savent qu'une fois dans la vie active, ils devront faire leurs preuves.

Le point d'orgue de cette année fût la mise en place de l'examen professionnel des contractuels en CDI :

- Mise en place hâtive dont tous les services n'avaient pas été informés.
- Ouvertures de certaines disciplines aux concours très floues.
- Difficultés de renseigner les candidats, d'où la difficulté d'inscription.
- Journée de formation pour préparer le rapport professionnel en inadéquation avec les textes reçus par les candidats.
- Information sur le déroulement des épreuves difficilement repérable, beaucoup a dû se faire par Internet interposé.
- Information très imprécise sur le devenir des candidats, mutation, affectation, formation.
- Rentrée des stagiaires dans l'académie très difficile due à un manque d'information les concernant par rapport à leur affectation.

Quant aux TZR, leur situation est toujours aussi peu enviable. Des ajustements ont été décidés à l'approche de la rentrée ce qui ne leur facilite pas une reprise dans de bonnes conditions. Après la rentrée, des décisions hors commissions modifient leur affectation sans aucune consultation. Ce qui est une interprétation abusive du décret 3 à propos de l'extension de zones pour les TZR.

Reste les contractuels CDD et les vacataires : leur situation se dégrade à cause de la compression du personnel au rectorat. Le surcroît de travail qui leur incombe a fait qu'aucune

anticipation n'a été possible pour leurs services. Les IEN, les proviseurs, les chefs de travaux font pression sur le service de remplacement afin d'obtenir la personne de leur choix sous divers prétextes et cela sans respecter le barème.

L'Ecole de la République serait-elle devenue une zone de non-droit ?

Nous, élus A&D – SNCA e.i.L. Convergence avons été, sommes et resterons vigilants.

** ... sous le logo officiel et reconnu du SNCA e.i.L. Convergence. Toutefois, nos camarades A & D, commissaires paritaires de NICE, élus en 2011 sur la liste SNCA e.i.L. Convergence ont achevé leur précédente mandature 2009-2012 en défendant les collègues PLP en référence aux valeurs communes à e.i.L., A & D, et SNCA e.i.L. Convergence.*

***A même problème, même solution : nos camarades du SNEPAG e.i.L. de LILLE, menacés par le SNETAA-FO, ont été aux élections sous le logo du SNCA e.i.L. Convergence.*

Commission Ouvrière TOS

Le 10 juillet 2013, le secrétariat du SNCA e.i.L. Convergence a rencontré des personnels TOS d'Ile-de-France qui lui ont exposé les difficultés qu'ils rencontraient dans l'exercice de leurs tâches : statut, conditions de travail, rémunérations, manque de considération ...

Prochainement un *Nota Bene* exposera leur plateforme revendicative. Le prochain congrès du SNCA e.i.L. Convergence sera appelé à enregistrer la création de la Commission Ouvrière des Personnels TOS.

Carnet mondain

Un fossoyeur décoré

La célébration de la Fête Nationale, le 14 juillet 2013, a été, comme de coutume, l'occasion d'honorer les personnalités soi-disant marquantes de la République en les décorant de diverses médailles (les esprits chagrins disent « hochets » ...)

C'est ainsi que Christian FORESTIER, qui vient de quitter son poste de directeur du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), récent membre (ils étaient trois ...) de la cellule de pilotage du débat sur la Refondation de l'Ecole de la République, a été promu au rang de Commandeur de la Légion d'Honneur.

Excusez du peu !

Il est vrai que ce monsieur, outre qu'il a soigneusement mangé à tous les râteliers offerts à son appétit depuis plus d'un tiers de siècle par les alternances et autres cohabitations gauche-droite, ce qui lui a permis une grande (et lucrative) carrière, a été un **ardent fossoyeur** de l'Ecole laïque, en particulier en défendant avec acharnement la voie d'excellence scientifique vers le baccalauréat qui, comme on sait, depuis tout ce temps, ne donne pas à la France le nombre souhaitable de chercheurs de haut niveau.

Par la même occasion, et en corolaire à cette incitation à périmer la recherche française, il a, avec une constance qui décèle le grand homme, mis au rang des déchetteries **l'enseignement professionnel dont il a abreuvé les contenus, les méthodes, les personnels et des générations d'élèves de son mépris** aussi peu fondé que l'honneur dont il est l'objet.

Le SNCA e.i.L. Convergence se dispense donc de lui adresser ses félicitations.

Par ailleurs, il constate que dans l'attribution des grades de la Légion d'Honneur les ministères censés mener la politique sociale d'un gouvernement socialiste sont les plus mal servis, presque aussi mal que le Ministère de la Défense – six nominations ...

Le sens et la connaissance de l'Histoire ne sont pas les points forts de l'équipe HOLLANDE-AYRAULT !

Une défaite bien méritée

L'Association de Défense des Intérêts Matériels et Moraux des Adhérents du SNETAA (ADIMMAS) qui avait gagné en première instance contre le SNETAA-FO qui l'accusait de parasitisme, usurpation de nom et usurpation d'objet social, vient d'être confirmée par la cour d'appel de Paris dans son bon droit à défendre les intérêts des adhérents que le SNETAA-FO traite par-dessus la jambe. Outre les 3000 € que le TGI de Paris l'avait condamné à verser à l'ADIMMAS, le SNETAA-FO devra en sus lui verser 6000 € pour appel abusif et 9000 € de frais de justice.

Pauvres adhérents du SNETAA-FO qui doivent toujours casquer pour satisfaire les caprices de BETISOT qui aurait déjà dépensé 150000 € pour satisfaire sa vindicte contre son opposition interne qu'il a évincée en 2009 !

Et ce n'est pas fini !

Notes de lecture de notes de lecture ...

Jean-Claude CASTAGNEYROL, ancien proviseur du lycée René-Cassin à Paris, qui a travaillé avec le SNCA e.i.L. Convergence, a signé dans le n° 3 de *la Revue en 3D** (juin 2013) plusieurs articles talentueux dont des notes de lecture qui portent sur deux ouvrages, l'un très récent, *le Mystère français* écrit par le démographe Hervé LE BRAS et l'anthropologue Emmanuel TODD, l'autre plus ancien et qui vient de paraître en format de poche, *les Illusions du management : pour un retour au bon sens*, de Jean-Pierre LE GOFF.

L'analyse et la critique qu'en fait Monsieur CASTAGNEYROL incitent non seulement à lire – ou relire – ces deux ouvrages mais pointent avec acuité des problèmes qui préoccupent le SNCA e.i.L. Convergence.

Ainsi, parmi d'autres, la délicate question de l'immigration actuelle et de l'intégration. L'immigration contemporaine concentre des populations autour de métropoles dont les structures économiques et sociales sont saturées alors que des territoires entiers accueillent peu de migrants étrangers, manquent de main d'œuvre et de talents. C'est parce que **les experts et les élites ne s'interrogent jamais sur les raisons de cette absence de dispersion géographique** et, induite, de dispersion matrimoniale, que les problèmes liés à l'intégration non seulement perdurent mais s'aggravent. En effet, une migration lointaine, ce qui est le cas aujourd'hui, un déracinement complet, ne s'assument pas en un jour : il faut un long temps pour s'intégrer dans une société différente et se fondre dans son nouveau pays. **Cette dimension anthropologique et psychologique n'est jamais prise en compte par les dirigeants, ni davantage par les aspirants dirigeants !**

Ainsi, la non moins délicate question du **management** à tout va.

Le **management** secrète ses propres mythologies et son jargon sous prétexte de diriger les entreprises et les exporte vers des secteurs dans lesquels il ne devrait pas intervenir. Dans les deux cas, il est inadapté car il n'intègre pas le « *savoir faire de l'encadrement* », en l'occurrence la prise en compte de la dimension humaine de ceux et celles qui sont encadrés. Du coup, le management aboutit dans bien des cas à l'inverse du but recherché ; au lieu d'épanouir dans leurs tâches les personnels et de les rendre plus performants, il les inhibe et génère leur mal être. Là encore, **les experts, les dirigeants, les élites sont pris en flagrant délit d'irréalisme, voire d'ignorance !**

Peut-être dans un prochain numéro de *la Revue en 3D*, Jean-Claude CASTAGNEYROL fera-t-il un compte rendu aussi pertinent de l'ouvrage de rentrée et de l'année : *Le capital au XXIème siècle* par Thomas PIKETTY. C'est ce que nous nous souhaitons !

* *La revue en 3D Passé Présent Futur* est produite par AGEFA PME Prospective qui s'intéresse au rôle que les PME peuvent jouer dans l'éducation et la formation des jeunes gens par l'apprentissage, en liaison avec l'enseignement professionnel.

Pouvoir d'achat : une politique malthusienne

Pour les fonctionnaires, le point d'indice est gelé.
Pour les travailleurs, la défiscalisation des heures sup est supprimée.
Pour les familles, les aides sont rognées.
Pour les retraités, les pensions fléchissent.
Pour les consommateurs, les prix flambent.
Pour les contribuables, la note s'alourdit.
Etc. etc.

Le SNCA e.i.L. Convergence n'est pas un *supporter* de la défiscalisation des HS ; mais le moment est-il bien choisi pour la mettre à bas ?

De même, la politique familiale est peut-être à revoir ; mais sabrer sans mesure les ressources annexes des familles pour augmenter d'urgence les rentrées fiscales est une piètre façon de repenser les fonctions de l'Etat.

Tout cela pour en venir au point central : la question du pouvoir d'achat posée à chacun d'entre nous.

Sous prétexte d'honorer la dette publique, le pays et ses habitants sont pressurés, chaque jour davantage, par l'impôt, par la stagnation des salaires, par la précarité de l'emploi.

Pourquoi ? Parce que ce qui a déjà été fait dans ce registre n'a pas suffi à éteindre la fameuse dette ; donc l'Etat a emprunté aux marchés financiers, ce qui au lieu de la dégonfler l'a rendue un peu plus rebondie !

Toutefois, les marchés financiers qui s'engraissent ne sont pas désincarnés ; derrière cette expression, il y a des banquiers, des capitalistes, des actionnaires, des rentiers de la rente, des fraudeurs, des sales trafiquants (en tout 2 à 3 millions d'individus sur les 7 milliards d'habitants de la Terre) qui touchent bon an mal an autour d'un tiers de la valeur ajoutée par le travail de plus en plus mal rémunéré des autres : une spoliation grandissante.

C'est cela le malthusianisme : obliger le plus grand nombre à se serrer la ceinture afin que le petit nombre de riches, de très riches, s'enrichisse encore plus !

Et l'Etat, dirigé à gauche, dirigé à droite - à hue ! à dia ! - complètement subjugué par cette clique de richards s'empresse à ruiner l'économie nationale, à faire disparaître l'emploi des habitants, à priver les citoyens des services publics qu'ils ont payés de leurs deniers, à désespérer la jeunesse, à faire le lit des partis réactionnaires, xénophobes et criminels.

Lors de son prochain congrès qui se tiendra au printemps 2014, le SNCA e.i.L. Convergence décidera quels nouveaux mandats il se donne. Parmi ceux dont il aura à débattre il y aura la proposition suivante : **revendiquer l'abrogation de la dette par la puissance publique afin que la richesse nationale serve aux investissements productifs et de long terme, au développement des services publics, aux améliorations de la rémunération du travail, à la solidarité internationale des peuples, au mieux être de tous.**

Bien entendu, une telle revendication implique de prendre position sur d'autres aspects de l'idéologie libérale : le contournement de l'Etat-Nation, les ententes régionales, la mythologie de la monnaie unique et autres miroirs aux alouettes destinés à faire avaler la potion amer de la rigueur et de l'austérité à ceux dont le pouvoir d'achat s'affaisse en même temps que la pauvreté et la désespérance les menacent.

Le petit bout de la lorgnette ?

Ici, un prof - ou une profe*- stagiaire ajourné(e) doit refaire son stage dans la même académie. Pour des raisons à la fois professionnelles et personnelles, il serait mieux qu'il / qu'elle fasse son stage dans une autre académie. Les deux rectorats sont d'accord... Mais la DGRH ** dit « Niet ! ».

Là, une ATP qui ne contrevient au droit de personne est favorablement acceptée par l'académie de l'éventuel départ et par celui de l'éventuelle arrivée ... Mais la DGRH dit « Niet ! ».

Résultat ?

Dans le premier cas comme dans le second, par des congés maladies ou par, qui sait, une décharge syndicale ou toute autre modalité, le ministère de l'Education Nationale devra assurer la rémunération de ces profs et, en sus, ceux de leurs remplaçants épisodiques ou pérennes ...

Très substantielles économies !

Chacun sait que la DGRH en charge des ministères de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Culture a été imposée par BERCY ... pour « faire des économies » budgétaires afin de payer rapidement la dette publique dont les créanciers sont les groupes financiers et banquiers interlopes qui arrondissent leur pelote aux dépens du labeur.

Complète réussite !

Ces groupes seront remboursés en dessous de leurs espérances et prêteront à l'état de quoi les satisfaire un peu plus tard, avec un intérêt un peu plus corsé ... Et ainsi de suite ...

Vis sans fin !

Ailleurs, un(e) chefaillon(ne) local(e), qui veut *booster* sa carrière en suivant le sens du vent, croit comprendre qu'il faut « faire des économies » ... Et de te concocter dans le silence de son petit bureau, avec l'efficacité de ses petites méninges, des CDD, des CDI, des lettres de mission qui non seulement pénalisent leurs destinataires mais risquent – parce que les destinataires ne sont pas nécessairement aussi cons que le chefaillon – de conduire le recteur devant le TA !

Rien que des économies !

Le SNCA e.i.L. Convergence constate que le Ministre de l'Education n'est plus maître chez lui (il est pourtant membre d'un gouvernement soutenu par une majorité parlementaire démocratiquement élue ...) ; que son ministère est soumis aux intérêts divergents de ceux qu'en sous main la DGRH lui impose de défendre : les marchés financiers, les petits carriéristes, les fomenteurs de querelles personnelles, les lobbyistes de tout poil !

Où est la LAÏCITE ?

Où est la REPUBLIQUE ?

Sûrement pas de ce côté-ci de la lorgnette !

* Oh ! Là ! là ! C'est Arsa qui s'ra pas contente !

** Direction Générale des Ressources Humaines (assumée depuis sa création par une Directrice ...)

**Adhérez au SNCA e.i.L. Convergence !
Renouvelez votre adhésion !
Bulletin et tarif sont disponibles
à partir de la page d'accueil du site
www.snca-nat.fr**